



18 décembre 2008

COMPTE RENDU

ASSEMBLEE GENERALE

Mercredi 3 décembre 2008 à Saint-Seine-l'Abbaye

Membres présents :

Régis BAUDRILLART, directeur du CEA de Valduc
Lieutenant Colonel BIDAUD, SDIS 21
Alain BURILLE, représentant la mairie de Léry
Alain CAIGNOL, président de la commission Economie
Jean-Pierre CAFFIN, assistant environnement du directeur du CEA de Valduc
Henri CONSTANT, président de la commission Environnement
Jean-Louis COPIN, directeur du SIRACEDPC, préfecture de Côte d'Or
Richard COURTOT, représentant l'UFC 21
Richard DORMEVAL, assistant communication du directeur du CEA de Valduc
Christophe FINOT, maître de conférence à l'Université de Bourgogne
Eric FINOT, président de la SEIVA
Pierre GARNIER, maire de Poiseul la Grange
Véronique GENEVEY, représentant la DDAFF
Isabelle GIRARD-FROSSARD, représentant la DDASS
Marc HIERHOLZER, maire de Lamargelle
Bruno LAVOREL, directeur de recherche CNRS, Université de Bourgogne
Catherine LOUIS, conseillère générale du canton de Saint Seine l'Abbaye
Michel MAILLOT, maire d'Is-sur-Tille, conseiller général du canton d'Is-sur-Tille
Alexandre MENAROT, habitant du canton de Saint-Seine-l'Abbaye
Gérard NIQUET, maître de conférence émérite à l'Université de Bourgogne
Christelle POMMERET, journaliste, Le Bien Public
François ROUSSEL, représentant la mairie de Moly
Elisabeth SCIORA, maître de conférence à l'Université de Bourgogne

Etaient également présents :

Josie DUPAQUIER, secrétaire à la SEIVA
Stagiaires AES (Administration Economique et Sociale): Laura SAVOY, Sylvain CONTENT,
Rodolphe TOUPET
Catherine SAUT, chargée de mission à la SEIVA

28 personnes sont présentes.

Etaient excusés

Michel CARTIER, maître de conférence en Physiologie à l'Université de Bourgogne
Michel FROMM, professeur à l'Université de Franche Comté
Robert GUYETANT, professeur émérite de l'U de Bourgogne
Henri JULIEN, conseiller général, canton d'Aignay-le-Duc
Bernadette LEMERY, directrice de l'ORS (observatoire régional de la santé de Bourgogne)
Jean-Patrick MASSON, Comité Valduc
Jean-Claude NIEPCE, maître de conférence émérite à l'Université de Bourgogne
Christophe QUINTIN, directeur DRIRE Bourgogne
Francis ROBITAILLE, président du CLAPEN 21

A l'ordre du jour :

1- Approbation du compte rendu de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2007

2- Présentation par le CEA de Valduc

3- Bilan et projets de la SEIVA

3.1. Nouveaux membres

3.2. Commissions Economie

3.3. Commission Environnement

3.4. Savoir et Comprendre

3.5. Projet d'atelier INBS

3.6. Analyses 2008

3.7. Stages Economie : l'impact de la présence de Valduc sur son voisinage : 3 stagiaires de master 1 AES (administration et gestion des entreprises)

- la gestion de l'eau dans les communes autour de Valduc

- l'impact de Valduc sur le tourisme des communes alentours

4 – Finances : bilan 2008, budget prévisionnel 2009

5 – Calendrier 2009 : prochaine assemblée générale, réunions à venir

6 - Questions diverses

Catherine LOUIS, conseillère générale du canton de Saint Seine l'Abbaye, accueille la SEIVA à la médiathèque de Saint-Seine-l'Abbaye

Eric FINOT Président de la SEIVA ouvre la séance et remercie les personnes présentes.

Nouveaux membres de la SEIVA :

Colonel Jean CHAUVIN, directeur départemental, SDIS 21

Emmanuel BONNARDOT, président de la FDSEA 21

Catherine BURILLE, maire de Léry

Marc HIERHOLZER, maire de Lamargelle

Michaël FREQUELIN, maire de Moloy

Alexandre MISSET, maire d'Aignay-le-Duc

Claude VENTICINQUE, maire de Grancey-le-Château

Jacques BOUCHARD, président de la SFEN

François REBSAMEN, sénateur de Côte d'Or

Catherine LOUIS, conseiller général du canton de Saint-Seine l'Abbaye

Membres ayant de nouvelles fonctions :

François SAUVADET, président du Conseil Général de Côte d'Or

François PATRIAT, sénateur de Côte d'Or

Alain HOUPERT, sénateur de Côte d'Or

1- Approbation du compte rendu de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2007

Non abordé.

2- Présentation par le CEA de Valduc

Régis BAUDRILLART présente ce point selon le plan suivant :

Vie du Centre :

Équipements et Installations

Événements – Visites 2008

Qualité – Sécurité – Environnement :

Audits

Bilans (tritium, événements significatifs)

Exercice CRISATOME NAT. 2008

Maintenance sur le site par le Réseau de Transport d'Électricité (RTE)

Objectif : retendre les câbles des lignes haute tension, opération de maintenance indispensable à la pérennité de l'alimentation électrique

Durée des travaux : 6 jours travaillés consécutifs (imposé par le sous-traitant), du 4 au 9 août 2008

Préparation Technique : démarrée en septembre 2007 (un an avant) en concertation entre les équipes de Valduc et les entreprises extérieures

Enjeu majeur : maintien en sécurité des installations et maîtrise des consommations durant les travaux

Stratégie mise en place sur le centre :

- Alimentation électrique autonome au moyen de 7 groupes électrogènes pendant 6 jours (situation jusqu'alors jamais rencontrée à Valduc), afin de ne pas utiliser l'alimentation de secours
- Puissance de substitution limitée à 4800 kW (puissance nominale de 6500 kW)
- Limitation à l'alimentation des circuits prioritaires liés à la sûreté et la sécurité des installations et du centre, ainsi que quelques autres circuits sur dérogation DIR/AS

Bilan :

- Succès de l'opération qui s'est traduit par la réalimentation progressive du site par le RTE au cours de la journée du 9 août.
- Durant les 6 jours d'autonomie électrique, le sous-traitant a pu mener à bien ses travaux tandis que Valduc assurait, sans incident, les conditions de sûreté et sécurité indispensables
- Sur le site, 30 personnes impliquées sur ces 6 jours

Autocommutateur téléphonique

Objectif : remplacement de l'autocommutateur du centre, devenu obsolète (20ans)

Durée des travaux : début des câblages partiels en juin, mise en service début octobre

Actions réalisées :

- Raccordement de 3100 postes téléphoniques
- Mise en place de 200 nouveaux téléphones numériques pour assurer la compatibilité avec le système
- Connexion de 250 « téléphones rouges » et secours (appellent automatiquement le PC sécurité)
- Formation des utilisateurs aux postes numériques

Gestion du patrimoine industriel

Optimisation du plan de rénovation et de construction d'installations sur 10 ans (au moins) pour adapter l'outil industriel et prendre en compte les normes de sûreté et de sécurité actuelles, suite aux travaux de la commission du livre blanc sur la défense et la sécurité :

- Installations de fabrication actuelles
- Diminution des quantités de matières nucléaires détenues
- Mise en oeuvre de programmes de rénovation, essentiellement sur les aspects « tenue aux séismes » (ancrage des boîtes à gants, par exemple) et « renforcement de la protection incendie »

PASS : Plans d'Amélioration de la Sûreté et de la Sécurité

1 PASS terminé : Installation de recyclage des matières nucléaires

Terminé en 2006

Coût : environ 9 M€

2 PASS en cours de réalisation :

- Installation de mise en oeuvre du tritium :

Durée des travaux : 2005 - 2012

Coût : environ 18 M€

- Installation de mise en oeuvre du plutonium :
Durée des travaux : 2007 - 2013
Coût : environ 15 M€

1 PASS en cours d'élaboration :

Installation de mise en oeuvre de l'uranium

Nouvelle installation d'entreposage de déchets alpha

Elle remplacera l'installation existante.

Activités :

- Centralisation déchets alpha du centre de Valduc, caractérisation
- Entreposage déchets, effluents et boîtes à gants en attente de démantèlement
- Constitution colis déchets et expédition vers Cadarache et ANDRA

Principaux jalons :

- Faisabilité : 2001-2003
- Prédéfinition : 2004-2005
- Signature du marché : 2006
- Définition : 2006-2008
- Travaux : fin 2008-mi 2011 (*terrassement commencé en novembre*)
- Mise en actif : 2ème semestre 2011
- Personnel chantier : 50 à 60 personnes
- Coût de l'ordre de 16 M€

Nouvelle installation de recyclage du plutonium

Elle remplacera l'installation existante.

Activités :

- Recyclage & Fonderie « plutonium »
- Analyses, Caractérisation des Matières Nucléaires & Déchets
- Vitrifcation effluents « américium »

Principaux jalons :

- Définition : 2006-2008
- Préparation plate-forme : 2007-2009
- Début du terrassement : 2010
- Personnel chantier : environ 400 personnes
- Mise en service : vers 2016
- Coût : de l'ordre de 140 M€

Les chantiers seront assurés de manière indépendante : entrée particulière limitant l'impact sur les activités courantes du site.

Discussion :

Alain CAIGNOL : quid des études d'impacts sur l'environnement et des enquêtes publiques sur ce type de chantiers ? La loi sur la transparence nucléaire a-t-elle changé quelque chose ? Il est désagréable que

la SEIVA ne soit pas informée des études effectuées, en commission environnement, par exemple. Il serait souhaitable que la transparence s'améliore autour des INBS.

Régis BAUDRILLART : les enquêtes publiques ne figurent pas actuellement dans la réglementation pour les INBS. Le retour d'expérience sur les installations actuelles montrent que les rejets radioactifs sont inférieurs à la limite de détection. On peut en conclure que ces installations n'auront pas plus d'impact que les précédentes. L'impact des installations est évalué par le DSND (direction de la sûreté nucléaire de défense) et l'IRSN (institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) qui émettent un avis. L'information de la SEIVA sur les impacts générés par une nouvelle installation et sa construction, par exemple, ne pose aucun problème, malgré l'absence d'enquête publique : le CEA applique simplement la loi.

Précision : les déchets alpha qui seront traités dans la nouvelle installation sont ceux issus de Valduc.

Congrès « Plutonium Futures : the Science » : 5ème édition de ce congrès international organisé pour la première fois en Europe, à Dijon du 7 au 11 juillet 2008, organisé conjointement par le CEA Valduc / ITU (Institute for TransUranium Elements) / AWE (Atomic Weapon Establishment).

- 320 participants de 20 nationalités différentes
- Plus de 100 communications orales
- 4 sessions « posters » de 3 heures
- 2 table rondes : « *plutonium et sécurité globale* », « *plutonium et aspects environnementaux* »

Les actes de la conférence seront publiés dans les revues scientifiques «Journal of Nuclear Materials» et «RadioChimica Acta».

Fête de la Science 2008

Comme chaque année, Valduc a été représenté au Village de la Fête de la Science par un stand d'information et de documentation générales sur le nucléaire et par son Service de Protection contre les Rayonnements, qui a animé un atelier sur :

- La détection des rayonnements
- Le radon, son origine, sa détection
- Les radionucléides et l'Europe

50ème anniversaire de la DAM

Commémoration sur deux demi-journées les 23 et 24 octobre, et manifestation nationale à l'École Militaire le 23 octobre :

- Intervention du Général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des Armées
- Daniel Verwaerde, directeur des applications militaires
- Alain Bugat, administrateur général du CEA
- Le regard des autorités étatiques, des partenaires industriels, et des délégations étrangères (russe, britannique, américaine)
- Allocution de monsieur Hervé Morin, ministre de la Défense
- Programme identique dans chacun des centres DAM
- Retransmission des discours de la veille
- Discours en direct du directeur des applications militaires envers les salariés de la DAM
- Repas amélioré offert
- Remise d'un livre photos souvenir à chaque salarié

Visites

De l'ordre de 35 visites officielles en 2008, en individuel ou en groupe, parmi lesquelles :

- 7-03 - Général Pierre GINDRE, Chargé de Mission pour les affaires nucléaires auprès du Commandant des Forces Aériennes Stratégiques
- 4-04 - Anne Dominique FAUVET, Chef de mission contrôle général économique et financier – Ministère des finances
- 18-06 - Jean-François DOBELLE, Représentant permanent auprès de la conférence de désarmement à Genève
- 5-11 - Christian de Lavernée, Préfet de Côte d'Or et Préfet de la région de Bourgogne
- 26-11 – Général Paul FOUILLAND, Commandant des Forces Aériennes Stratégiques, accompagné d'une trentaine de commandants d'unités

Audits

Du 30 juin au 4 juillet , audits effectués par le Bureau Véritas :

Audit de suivi ISO 9001, au niveau DAM, pour la conception et la fabrication des armes : conclusion positive.

Audit de renouvellement de la certification environnementale ISO 14001, à Valduc : pas de non conformités, pas de points faibles, beaucoup de points forts, quelque opportunités d'améliorations. Cet audit a permis de démontrer l'efficacité des moyens mis en place et de souligner la forte implication de la direction et de l'ensemble des personnels du centre, les trois points majeurs de conclusion étant :

- un "système de management mature et bien adapté à l'organisation "
- "efficace dans sa détection de pistes d'amélioration et de suivi de actions décidées"
- une "implication du personnel démontrée à tous les niveaux"

Pistes de réflexion pour le développement durable aujourd'hui : une deuxième chaufferie « paille », les modes de déplacement des salariés.

Discussion :

Alain CAIGNOL propose qu'un responsable SEIVA puisse poser suggérer des questions aux auditeurs en préalable de leur visite à Valduc, une manière d'associer la SEIVA.

Régis BAUDRILLART : l'ISO 14001 pourrait être intéressant, contrairement à l'ISO 9001, certification commune à tous les sites de la DAM.

Jean-Pierre CAFFIN explique l'organisation de l'audit ISO 14001 : il se déroule une fois par an, pendant 5 jours, avec un programme pré-établi qui laisse liberté à l'auditeur. Une des exigences de cette norme est l'information du public.

Journée Sécurité – Environnement 12 décembre 2008

Organisée à la demande du Directeur des Applications Militaires sur l'ensemble de centres DAM.

Programme à Valduc :

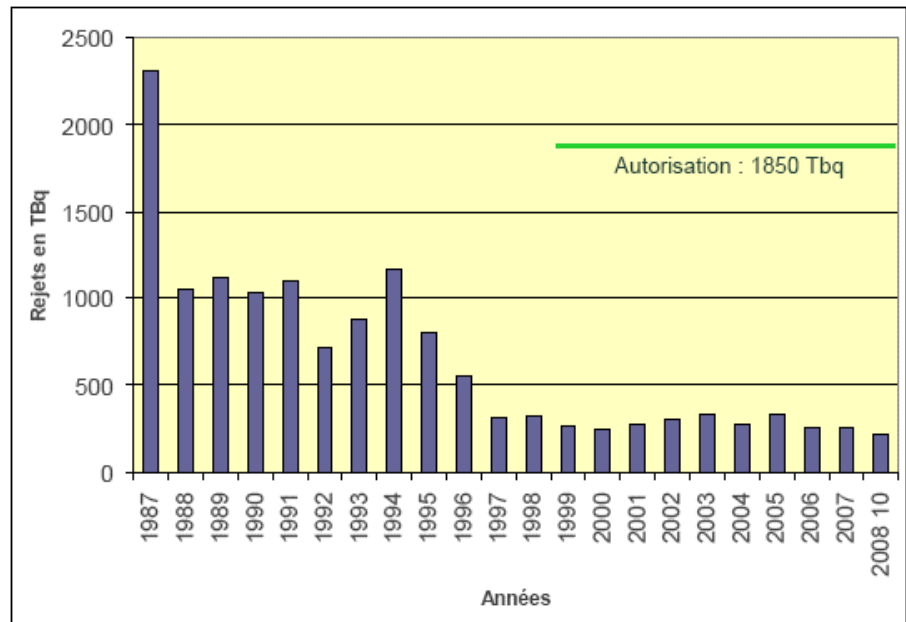
- Introduction du Directeur, rappel des objectifs du centre
- Conférence sur la "Prévention de risques électriques en milieu industriel" par M. René ANDURAND, de la société APAVE
- Conférence sur l'Environnement, par M. Christophe AUBRY, de Bourgogne Conseil Environnement
- Une douzaine d'ateliers, illustrant quelques thèmes spécifiques liés à la sécurité et l'environnement, animés par la FLS, le SPR, le SST... (Force Locale de Sécurité, Service de

Protection contre les Rayonnements, Service de Santé au Travail) : problématique des accidents «classiques », glissades, chutes...

Bilan des rejets tritium au 10/2008

10/15 % de l'autorisation, soit 200/250 Tbq

L'autorité de sûreté demande à tous les centres de réévaluer les éléments justifiant les rejets pour la fin du 1^{er} semestre 2009, afin éventuellement de réévaluer les autorisations, à une date encore indéterminée. Une présentation du dossier pourrait être faite lors de la prochaine commission « environnement » de la SEIVA.



Bilan des Événements Significatifs (au 01/12/2008)

10 événements en 2008, au 1^{er} décembre, tous de niveau 0 sur l'échelle INES, ce qui correspond à un écart – événement sans conséquence mais méritant d'être pris en compte en terme de sûreté car ils représente un « premier signal » d'une dégradation potentielle des conditions de sécurité. Ce sont principalement de petites contaminations ou pertes de confinement. Le nombre d'incident est du même ordre que les années précédentes.

Date	Bât ^{nt}	INES	Descriptif
06/02/08	120	0	Fuite sur un raccord d'un circuit de refroidissement. Environ 100 litres de liquide (légèrement contaminé en radionucléide alpha) se sont répandus sur le sol de l'étage intermédiaire, dans le bac de rétention des pompes et sur le sol du RDC.
20/02/08	018	0	Lors d'un chantier de démantèlement programmé d'une BâG contaminée tritium, contamination de 2 agents d'entreprise extérieure (correspondant à 3% de la dose annuelle réglementaire) détectée suite aux contrôles menés à l'issue de chaque opération.
27/02/08	010	0	A l'occasion d'un contrôle interne, il a été découvert la présence d'uranium naturel et appauvri dans un local d'entreposage de Matières Nucléaires qui a conduit à ne pas respecter les Prescriptions Techniques particulières relatives au risque de criticité notifiées pour ce local.
14/04/08	118/168	0	Contamination de quelques chocs décelée sur la main d'une opératrice après lavage du sol de la cellule 9 affectée à l'entreposage de solutions plutonifères ainsi que sur les roues du chariot de travail. (Les eaux de lavage correspondantes étant exemptes de contamination).
09/06/08	118/168	0	Contamination décelée (sous la chaussure d'une opératrice) lors du contrôle de sortie de zone suite à une détérioration de la fonction confinement statique d'une boîte à gants de type « technochimie ».
20/08/08	026/058	0	A la suite d'opérations de contrôle de fûts de déchets anciens entreposés dans le hangar 058 de l'11026, ont été mises en évidence des non-conformités vis-à-vis des prescriptions techniques d'entreposage (présence non autorisée d'uranium et eau). Ces contrôles sont réalisés en préalable d'opérations de reconditionnement, ces fûts présentant des signes importants de corrosion.
21/08/08	120	0	Lors de la découpe de tuyaux métalliques par meuleuse, sous tente vinyle en dépression par un groupe de pompage, les opérateurs ont constaté un départ de feu, au niveau du filtre THE situé à l'extraction de la tente, qu'ils ont circonscrit immédiatement. Puis l'extinction a été constatée par les agents de la FLS.
19/09/08	137	0	A l'occasion d'une campagne périodique de contrôle et essai, un défaut de détection et de report d'alarme d'une chambre de détection de gaz tritium en boîte à gants a été mis en évidence.
22/09/08	140	0	Perte de confinement dynamique d'une BâG sans report d'alarme au PC de l'installation, suite à une défaillance de l'automatisme assurant la gestion de la chaîne de régulation et de sécurité de la ventilation, détectée le lendemain 23/09 par un agent d'entreprise extérieur.
30/09/08	118	0	A la suite d'un contrôle réalisé avant une opération de dissolution, il a été constaté la présence d'un colis de déchets dont la masse de matière fissile n'était pas correctement prise en compte dans le bilan matière de l'unité de criticité.

Exercice Crisatome Nat 2008 le 13 novembre 2008

Il s'agit d'un exercice de type « Sûreté Nucléaire », qui implique uniquement les services en charge des secours (et les salariés de Valduc dans une première partie), presque sans aucune manipulation réelle de matériels (cars réquisitionnés).

Déroulement de la journée (scénario) :

8h 45 – Un salarié est victime d'un accident grave dans une installation de mise en oeuvre du plutonium, ce qui entraîne l'intervention des équipes de secours.

Quelques minutes plus tard, alors que les premiers secours sont mobilisés, un incendie se déclare dans un groupe électrogène, situé près d'un bâtiment, dans une zone éloignée de la première.

Très rapidement, cet incendie se propage à un camion garé à proximité, qui transportait de la matière nucléaire dans une boîte à gants. Les équipes de crise sont aussitôt grées. Le plan d'urgence interne (PUI) est déclaré (vers 9h30).

>>> Déclenchement (réel) des 3 sirènes du centre.

Une explosion se produit, entraînant un blessé grave. Devant l'évolution de la situation (risque d'impact hors des limites du centre), la préfecture est alertée et le plan particulier d'intervention (PPI) est activé (9h40).

>>> Déclenchement (virtuel) des sirènes d'alerte dans 4 villages situés sous le vent : Moley, Lamargelle, Léry et Frénois.

10h30 – Sur le terrain, les blessés sont pris en charge par le Service de Santé au Travail (SST) et ensuite évacués vers les hôpitaux de Dijon pour le premier, et de Metz, par hélicoptère pour le second. L'incendie est maîtrisé, les équipes du Service de Protection contre les Rayonnements (SPR) effectuent les premiers prélèvements.

12h30 – Les premiers résultats d'analyses arrivent, les calculs sont effectués, la cartographie de l'impact commence à prendre forme. D'autres analyses viendront ultérieurement confirmer ces premiers résultats.

16h 15 – Fin de l'exercice.

Par convention d'exercice :

- une heure après le déclenchement, seule la zone de l'accident est restée concernée par les actions de terrain et le fonctionnement du site a pu reprendre ses activités.
- les populations des communes voisines ne « jouaient » pas l'exercice cette année.
- une équipe de faux journalistes était chargée d'appeler les cellules de communication du CEA et de la préfecture pour simuler une pression médiatique : l'une des difficultés en cas de crise est en effet d'avoir une communication cohérente.
- l'autorité de sûreté a participé à cet exercice en déployant sur place des observateurs de l'IRSN.

De l'avis de tous, cet exercice s'est globalement bien passé. Il a permis de vérifier le bon fonctionnement d'ensemble des équipes et de mettre en évidence les pistes d'amélioration. Un débriefing général doit avoir lieu en janvier 2009.

Discussion :

Jean Louis COPIN signale que le PC opérationnel, installé à Is sur Tille, a bien fonctionné, y compris en terme de communication avec les journalistes, et qu'une cellule a été simulée pour gérer l'après – crise (post accidentel) et rassurer les populations.

Eric FINOT se rappelle que le post accidentel avait en effet été un point faible de l'exercice réalisé avec la population en 2005.

Pour Jean Louis COPIN répond que les exercices – un tous les 3 ans - sont axés sur des points particuliers : la population en 2005, la pression médiatique et les analyses en 2008. Le prochain pourrait faire participer la population, mais il faut éviter la routine.

François ROUSSEL rappelle que lors de l'exercice 2005, l'information sur quelle radio écouter n'était pas claire : 4 réponses différentes (France Inter grandes ondes).

Gérard NIQUET remarque que les exercices sont systématiquement cadrés sur une journée de travail. Ne peut on pas les faire sur des durées plus longues ou en horaires décalés ?

Jean Louis COPIN : concernant les horaires des exercices, le code du travail restreint les possibilités (ex : 10h de présence sur le site au maximum puis 11h de repos) ; ce qui ne serait pas le cas si une vraie urgence se présente.

Régis BAUDRILLART : les cinétiques d'accident sur le centre (différents scénarios), ne sont généralement pas de longue durée (24h maximum). Le CEA a cependant regardé en interne sa capacité à réagir sur des périodes plus longues.

Christophe FINOT : quid de l'organisation en mode dégradé, routes enneigées par exemple ?

Régis BAUDRILLART : lorsque le personnel est insuffisant sur le site, les activités sont arrêtées (environ une fois par an), ce qui limite déjà les possibilités de l'un des modes dégradés. Les interventions en cas de circulation bouchée se feraient par hélicoptère.

Eric FINOT : le retour d'expérience sur les exercices de Valduc et des autres centres a-t-il apporté quelques chose ?

Régis BAUDRILLART : cela a effectivement permis de reprendre avec précision les rôles de chacun en cas de crise. Il a également été mis en place un système de main courante permettant de consigner les événements et idées. Suite à ce dernier exercice, un axe d'amélioration a été mis en évidence : recueillir plus rapidement les données sur la contamination extérieure, donc nécessité d'une organisation plus forte et d'un plan pré-établi de prélèvements. Egalement : penser aux moyens de communication entre les différentes équipes sur le centre pour une information plus facile.

Jean Louis COPIN : les premiers à faire des analyses sont les personnels de Valduc, puis viennent s'ajouter dans un délai d'environ 4h le SDIS, puis l'IRSN et le CEA Marcoule. Cela nécessite un plan et du matériel disponible. Des résultats peuvent être obtenus dans un délai de l'ordre de 10h (voir l'IRSN pour une réponse plus précise), ce qui implique pour une première estimation rapide d'évaluer le rejet et de regarder les conditions météo (vent). Des simulations sont faites par le CEA et l'IRSN avec des codes mathématiques, permettant de déterminer au plus vite les zones les plus à risque.

Alain BURILLE : est-ce la même procédure en cas de cause extérieure comme une catastrophe naturelle majeure ou la chute d'un aéronef ?

Régis BAUDRILLART : oui, le PPI serait déclenché de la même manière.

Christophe FINOT : des mesures particulières sont-elles prises concernant les enfants ?

Jean Louis COPIN : une première zone de 2km de rayon autour de Valduc ne concerne que Valduc (pas d'habitations). Dans le périmètre PPI – 6 km – les sirènes sont déclenchées pour les communes sous le vent. Les écoles appliquent leur PPMS – plan particulier de mise en sécurité – obligatoire dans toutes les écoles situées dans des zones à risque, quel qu'il soit. Celui de Léry avait été testé en 2005, révélant des préoccupations telles que : comment nourrir les enfants ?

3- Bilan et projets de la SEIVA

Point présenté par Eric FINOT.

Evénements de juillet au Tricastin

Les incidents survenus sur le site de Tricastin en juillet ont entraîné la remise en lumière du marquage radioactif de l'environnement – notamment les eaux potables – autour du centre CEA de Valduc. La SEIVA a été interpellée par les médias, suite à une intervention de la CRII RAD au journal télévisé de 13h sur France 2 le 17 juillet, mentionnant une étude faite sur les rejets de tritium. Aussi a-t-elle écrit au Ministre Jean-Louis BORLOO, rappelant qu'elle effectue depuis 12 ans des expertises indépendantes, et en demandant en quoi la communication sur les sites secrets devait être différente de celle des sites civils. En effet, les médias donnaient l'impression que jamais rien n'avait été fait en terme de suivi de l'environnement avant les incidents de Tricastin. Par ailleurs la SEIVA a profité de cet événement pour lancer le 25 juillet un communiqué de presse, repris dans Le Journal du Palais et le Bien Public (voir articles dans le rapport d'activité 2008), intitulé :

25 juillet 2008

la SEIVA interpelle Jean-Louis Borloo et rappelle son action d'expertise indépendante depuis 1996

Les incidents survenus sur le site de Tricastin ce mois ont entraîné la remise en lumière du marquage radioactif de l'environnement – notamment les eaux potables – autour du centre CEA de Valduc. Forte d'une expérience de 12 années, la SEIVA rappelle que l'expertise indépendante est positive pour tous, riverains et exploitant.

La SEIVA effectue depuis dix ans des mesures de la radioactivité indépendantes, avec des laboratoires universitaires entre autres, notamment sur des aliments et des eaux potables. Les résultats sont publics et largement diffusés par le biais du bulletin *Savoir et Comprendre* distribué à tous les foyers des 4 cantons entourant le CEA, mais aussi en consultant le site internet www.seiva.fr, ou encore sur simple demande.

Les résultats dans les eaux potables, cohérents avec les données fournies par le CEA, montrent une diminution constante de la teneur en tritium à proximité de Valduc, liée aux rejets du centre. Ces valeurs sont inférieures à la valeur guide de l'Organisation Mondiale pour la Santé de 100 becquerels par litre d'eau, limite au delà de laquelle la source de la contamination doit être recherchée. La SEIVA par ailleurs interpelle Jean-Louis BORLOO, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur deux points :
Enfin, en quoi la communication sur les sites nucléaires secrets devrait-elle être différente de celle des sites civils ?

- (1) Il existe des structures d'information représentatives des parties prenantes – commissions d'information, SEIVA – pouvant intervenir auprès des sites nucléaires classés secrets ;
- (2) Les effets de la radioactivité sont les mêmes qu'ils proviennent d'un site nucléaire civil ou classé secret, aussi la SEIVA demande l'intégration dans le plan d'action du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire des sites nucléaires secrets, tel le centre de Valduc.

Conférences sur le nucléaire

Henri REVOL, président du Haut Comité pour la Transparence et la Sécurité Nucléaire (HCTSN), ex sénateur de Côte d'Or, présentait au grand public le 2 décembre à Dijon les nouvelles dispositions sur la transparence en matière nucléaire introduite par la loi sur la transparence et la sécurité nucléaire : ces nouvelles dispositions concernent majoritairement les installations civiles, dont Valduc ne fait pas partie. L'information sur les installations « défense » est assurée par les Commissions d'Information (CI), commissions administratives présidées par le préfet. La SEIVA est la seule structure associative en France dont l'objet est une INBS (installation nucléaire de base secrète) ; son organisation et son budget s'apparente à celui des Commissions Locales d'Information (CLI), présentes dans le civil. Information : la prochaine CI de Valduc a lieu en préfecture de Dijon le 13 janvier.

Le CEA présentait le suivi de l'environnement à la population voisine de Valduc, le 2 décembre à la demande du maire de Lamargelle suite aux événements de juillet. D'autres mairies – Moloy par exemple, souhaitent que le CEA présente son suivi. Expliquer aux habitants apparaît tout à fait pertinent et nécessaire à Régis BAUDRILLART.

Discussion :

Catherine LOUIS suggère de faire une communication plus régulière, les bulletins étant distribués de manière ponctuelle et pas à tout le monde. Les habitants posent des questions, auxquelles elle n'a pas facilement de réponse à apporter.

Michel MAILLOT propose une communication à destination des nouveaux élus et de la population (beaucoup de renouvellement de la population), de manière régulière (annuelle, par exemple).

Régis BAUDRILLART : c'est envisagé avec les 6 communes concernées par le PPI, à minima. Une communication est en effet nécessaire.

Commission Economie

Alain CAIGNOL présente ce point.

La Seiva a accueilli, de fin 2007 à début février 2008, 7 stagiaires étudiants de master 1 AES qui ont travaillé 10 semaines sur le thème l'impact du centre sur le Nord de la Côte d'Or et une étudiante en droit travaillant sur le thème du régime des INBS. La commission économie du 30 avril était consacrée à la présentation des études AES sur les thèmes : fiscalité, entretien des routes, emploi, logement,

téléphonie mobile... : la présence de Valduc a-t-elle un impact ? Les études sont disponibles sur le site internet de la SEIVA, ou peut être envoyé sur demande.

3 stagiaires de la même filière, option AGE (administration et gestion des entreprises) sont accueillis du 26 novembre 2008 au 31 janvier 2009 sur les thèmes :

- Captage et distribution de l'eau potable dans les communes autour du centre (plus, si il reste du temps, l'assainissement)
- l'impact de la présence de Valduc sur les activités de loisir et de tourisme.

Ces derniers présentent leurs sujets.

La prochaine commission économie se tiendra à Dijon le 4 février et aura pour ordre du jour :

- le bilan économique de la chaufferie paille et le projet d'extension, présenté par M. SCHNEIDER
- les études des stagiaires

Commission Environnement

Henri CONSTANT présente ce point.

Elle s'est réunie le 8 octobre à Valduc, avec pour ordre du jour :

1/ L'actualité :

- Présentation du dossier de demande d'autorisation de rejets et de prélèvement d'eau (DARPE) en cours : motivation de la demande, procédure d'instruction, contenu du dossier
- Dossier « miel » : analyses effectuées
- Tricastin : communiqué de presse SEIVA, information sur l'uranium, ses effets et les processus de dispersion

2/ Les produits chimiques sur le centre de Valduc

Elle a été suivie d'une visite des bâtiments 022 (laboratoire de chimie) et 131 (analyse des déchets).

DARPE : il a été expliqué qu'il s'agissait d'une demande de l'autorité de sûreté et non du centre. Le dossier de demande, qui sera envoyé à l'autorité en fin du 1^{er} semestre 2009, sera présenté lors de la prochaine commission environnement de la SEIVA.

Dossier « miel » : les investigations menées à la demande d'un apiculteur d'Echalot dont le miel présentait des teneurs anormalement élevées de plomb, ont été présentées et commentées.

Pour rappel : à l'origine de ces analyses de la SEIVA, une demande d'un apiculteur proche de Valduc suite à l'analyse par la Direction des Services Vétérinaires de Côte d'Or (dans le cadre du plan de suivi aléatoire des aliments de l'AFSSA) révélant un taux anormal de plomb dans du miel récolté en 2003 (analysé en 2006) : 1,744 mg/kg.

1/ Plomb dans le miel

Lieu de prélèvement	Récolte	Résultat
Même mélange de 3 miels que la DDSV, dont 1 provenant de la ferme de Bergerosse (Echalot)	2006	< 200 µg/kg
Miel en provenance du Jura		< 200 µg/kg
La Chaume - Saint Marc sur Seine	2007	< 140 µg/kg

Poncey sur l'Ignon		< 140 µg/kg
Ferme de Bergerosse (Echalot)		4 mg/kg

Nota : le tritium a également été recherché en 2006 sur ce miel et un miel du Jura.

2/ Plomb dans l'eau

Lieu de prélèvement	Date de prélèvement	Résultat
Eau potable Echalot (source R51)	27 mai 2008	< 5 µg/l
Eau de source (source R50)		< 5 µg/l
Eau de source (source R26)		< 5 µg/l
Eau de source (source R20)	3 juillet 2008	< 5 µg/l
Eau de source (source R21)		< 5 µg/l
Eau de source (source R22)		< 5 µg/l
Eau de source (source R23)		< 5 µg/l
Eau de source (source R24)		< 5 µg/l
Eau de source (source R25)		< 5 µg/l
Flaque (ferme de Bergerosse, Echalot)		11,8 µg/l

Il n'y a pas de constance dans la contamination d'une année à l'autre ; les analyses ont révélé que seule la ferme de Bergerosse à Echalot est touchée (eau d'une flaque et miel).

Aujourd'hui, la question se pose donc toujours : d'où vient le plomb présent dans le miel et dans la flaque d'eau prélevée le 3 juillet à environ 200 mètres du rucher ? Valduc est-il totalement disculpé ?

Une piste cohérente serait la présence d'une batterie usagée, enterrée à proximité.

Est-ce le rôle de la SEIVA de poursuivre ces recherches ? La mairie d'Echalot peut éventuellement avoir connaissance de décharges sauvages. Il serait intéressant de poursuivre les analyses de miel.

Discussion :

Eric FINOT informe que suite à la commission, la SEIVA a transmis ses résultats par courrier à la DSV, l'AFFSSA, la DDASS, la mairie d'Echalot et le directeur de Valduc.

Régis BAUDRILLART rappelle que le CEA a participé aux prélèvements, et au vu des résultats obtenus, demande : est-ce le rôle de la SEIVA de continuer sur ce dossier qui ne concerne à priori plus Valduc ?

Catherine SAUT propose qu'en l'absence de source de plomb véritablement identifiée, la SEIVA mette à disposition son comité scientifique pour identifier des pistes de recherche et élaborer un plan de prélèvement qui sera transmis à l'apiculteur, sans investir financièrement dans des analyses.

Le CEA est prêt à s'associer à cette démarche scientifique.

Alain CAIGNOL remarque que le doute sur la provenance du plomb ne profite pas au CEA.

Le point « Tricastin » a déjà été évoqué plus haut.

Les produits chimiques : l'identification et la limitation des quantités de produits chimiques permettent une bonne gestion. Le système permet de suivre le parcours d'un produit. Les visites qui ont suivi ont permis d'appréhender concrètement la question.

Campagne d'analyses de la radioactivité 2008

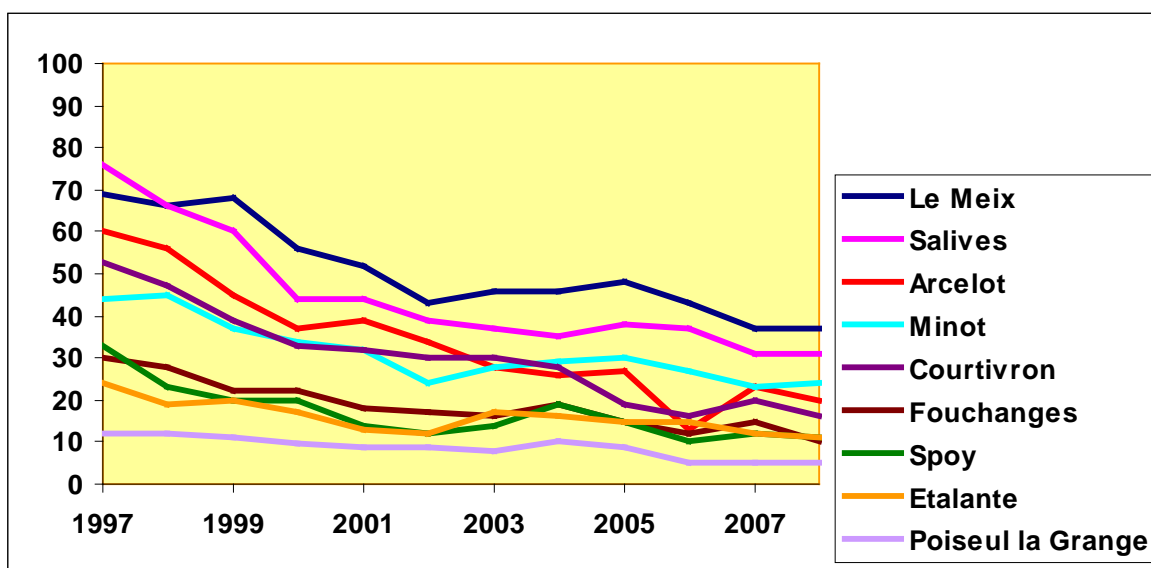
Tritium libre dans les eaux potables : 9 points sont suivis depuis 12 ans, il s'agit des points identifiés comme les plus « chauds ». La tendance est à la diminution (voir résultats 1997-2008 ci-dessous) avec une stabilisation. Les valeurs de référence sont :

- une valeur guide de l’OMS, fixant à 100 Bq/l le seuil au delà duquel la source de tritium doit être recherchée.
- un seuil de potabilité de 7800 Bq/l (10 000 depuis récemment), correspondant à 0,1 mSv (millisievert) par an.

Pour comparaison : 0,1 mSv correspond à 1Bq/l de radium dans l’eau potable.

En becquerel par litre

Commune	1997	2007	2008
Le Meix	69	37	37
Salives	76	31	31
Arcelot	60	23	20
Minot	44	23	24
Courtivron	53	20	16
Fouchanges	30	15	10
Spo y	33	12	11
Etalante	24	12	11
Poiseul la Grange	12	5	5



Tritium libre dans des carottes – Echalot (3 km de Valduc) : **74 Bq/kg frais**

Les échantillons sont analysés par la SEIVA et son laboratoire d’un côté, par le CEA avec son propre laboratoire d’un autre côté.

Plomb - Echalot :

Recherche de la provenance du plomb présent dans du miel d’Echalot (voir « commission environnement »)

Colloque de l’ANCLI « le tritium discret mais présent partout ! »

Ce colloque était organisé à Orsay les 4 et 5 novembre 2008 par l’ANCLI : la SEIVA y a présenté ses expertises.

Savoir et Comprendre

Le dernier numéro a été diffusé à l'ensemble des 4 cantons concernés par Valduc. Il est tiré à 10000 exemplaires.

Il fait le point en 22 pages, à l'occasion des 50 ans de Valduc, sur l'évolution des pratiques et de l'impact sur l'environnement. Il comporte un interview de Valduc, ainsi que les points de vue de différentes personnalités de la SEIVA.

Site internet

Le site marche bien avec en moyenne 173 visites par jour – 23000 connexions depuis mars 2008. Sa fréquentation est en hausse. Le site est financièrement avantageux par rapport aux documents papier, dont on n'est pas sûr qu'ils soient lus.

Visites

Le 14 février au jardin de l'Arquebuse à Dijon, l'exposition du CEA « E = mc², de l'énergie à la vie » a été visitée par une dizaine de membres, avec comme commentateur Jean-Claude NIEPCE, président du comité scientifique de la SEIVA et membre de la SFEN.

Le 8 octobre, faisant suite à la commission environnement, une visite du CEA a porté sur les installations chimiques :

- Bâtiment 022, laboratoire de chimie
- Bâtiment 131, analyse des déchets

Atelier INBS

Il s'agit d'un projet pour 2009, dont l'objectif est de réunir les personnes concernées par la communication sur les sites nucléaires secrets (INBS).

Finances : bilan 2008, budget prévisionnel 2009

Bilan 2008 au 1^{er} décembre : 45 000 euros

Les financeurs :

ASN : 40 %

Conseil Général de Côte d'Or : 46 %

Divers : 14 % (Conseil Régional de Bourgogne, remboursements divers)

Les postes de dépense :

Information et communication : 45 %

Expertises : 25 %

Le salaire représente une grosse part du budget. La SEIVA rencontre beaucoup de problèmes pour le financer car les financeurs demandent des factures, ce qui impliquerait plutôt de la sous-traitance.

Discussion :

Gérard NIQUET : quel est le calendrier 2009 ? Serait-il possible d'organiser des conférences ou voyages d'étude ? On pourrait par exemple se déplacer au CESTA de Bordeaux, le centre de Cadarache ou encore le CERN. Cela représente un intérêt pour les membres.

Catherine SAUT informe que l'ANCLI est présente dans de nombreux groupes de travail nationaux et internationaux. Les membres de la SEIVA sont invités à participer.

Eric FINOT suggère que la SEIVA invite des membres de CLI et des associations, par exemple venant de Cadarache, à nous présenter leurs activités. Gérard NIQUET propose que la CLI du FBFC de Romans sur Isère

nous fasse part de son expérience, le site étant situé à l'intérieur d'un centre urbain. D'autres sites peuvent être invités. Ces propositions seront étudiées en conseil d'administration.

Alain CAIGNOL rappelle que la SEIVA ne doit pas être la courroie de transmission du CEA et doit rester objective et indépendante.

Michel MAILLOT, en tant que vice président du Pays Seine et Tilles en Bourgogne : il serait intéressant que la SEIVA étudie les transports. En effet, le Pays a étudié la mobilité dans les 4 cantons (Saint Seine l'Abbaye, Is Sur Tille, Grancey le Château et Aignay le Duc) et va mettre en place un schéma de mobilité. Une réflexion est également engagée au Conseil Général portant sur le schéma des transports : transport à la demande, etc... Le Pays a embauché une personne qui sera hébergée par la COMATI (communauté de communes), en charge du dossier « transports » et de la mise en place du schéma de mobilité, en associant les entreprises par le biais des PDE – plans de déplacements d'entreprise. Le Conseil Régional devra également être pris en compte avec sa mise en place d'un cadencement des horaires de TER (un par heure) sur la ligne Dijon / Is sur Tille fin 2009/2010, avec une nouvelle gare au niveau de la salle de La Vapeur à Dijon.

Régis BAUDRILLART : le CEA va dans ce sens. Les cars de Valduc pourraient par exemple être utiles lorsqu'ils repartent – à vide pour l'instant – de Valduc le matin. Une expression des besoins pourrait permettre à des personnes intéressées de bénéficier de ce retour des bus. Concernant l'utilisation des bus par le personnel, elle est favorisée par le CEA. 70 % utilisent ce moyen, avec une hausse depuis l'augmentation du prix de l'essence. Autre changements : le parc de petites voitures (Kangoo) du site va être remplacé par un parc électrique. Un bilan carbone a été effectué par le CEA , dont la méthode sera prochainement améliorée pour plus de pertinence.

Eric FINOT remercie l'assistance et clôt la séance.

La prochaine assemblée générale se tiendra le mercredi 2 décembre 2009
à 14h30 à Léry.